

## Registre des intérêts – Déclaration

Noms : .....Menétrey..... Prénoms : ...Pascal.....

Groupe/parti : .....PLR.....

- a) Activités professionnelles \*(fonction et entreprise) :  
**Retraité**
- b) Fonctions assumées au sein d'organes de direction, de surveillance ou de conseil de personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune \*(conseil d'administration, fondation) :  
- **Administrateur de Menétrey Lausanne SA**  
- **Administrateur de Servisol SA**
- c) Fonctions assumées au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, d'un canton ou d'une collaboration intercantonale ou intercommunale :  
- **Expert pour les tribunaux pour les revêtements de sols, textiles, résilients et parquets.**
- d) Appartenances et fonctions exercées dans des groupes politiques actifs au niveau communal, cantonal et/ou fédéral :  
**NON**
- e) Appartenances et fonctions exercées pour le compte de groupes d'intérêts actifs sur le territoire suisse \*(Greenpeace, Avenir Suisse, ASLOCA, CVI Chambre vaudoise immobilière) :  
**NON**
- f) Appartenances et fonctions exercées au sein d'associations de quartier, de sociétés locales ou d'autres associations actives sur la commune :  
- **Président de la SICNL, C/o Evco Conseils SA, En Budron C8, 1052 Le Mont.**  
- **Comptable et membre du comité de la FEVCOM, Rue du Lac 2, 1094 Paudex.**
- g) Terrains et autres propriétés foncières sur le territoire de la commune – n° de parcelle(s):  
**NON**
- h) Détention d'actions et/ou d'autres participations dans des personnes morales de droit privé ou de droit public sises ou actives sur le territoire communal et/ou subventionnées par la commune :  
- **100 % Action de Servisol SA**  
- **50 % Action de Menétrey Lausanne SA**  
- **50 parts sociales de la Raiffeisen**

Par sa signature, le/la Conseiller·ère communal·e reconnaît que toutes ses affirmations sont exactes.

Le Mont-sur-Lausanne, le 1<sup>er</sup> avril 2025

Signature :



Source : Art. 56 (RCC), Règlement ad hoc – Registre des intérêts

Contrôle : Tous les élu·e·s sont contrôlé·e·s durant la législature. Utilisation d'outils en libre accès : registre du commerce, registre foncier, moteurs de recherche, bases de données, etc...